

APPEL À COMMUNICATIONS
« **La déterritorialisation : résistance ou résilience ?**
(Antiquité – Moyen Âge) »
Journée d'études, 17 novembre 2020
Boulogne-sur-Mer

Argumentaire

Confrontées à l'affirmation d'une autorité jugée hostile sur leurs territoires, les populations disposent d'un répertoire d'actions de résistance relativement vaste. La manifestation, la désobéissance civile ou la lutte active, par la plume ou par les armes, sont les recours les plus répandus mais ne sont pas les seules options. Quand les populations ont le sentiment que le départ est nécessaire, la déterritorialisation peut être également, selon certaines modalités, une œuvre de résistance ou une forme de résilience. Que l'on pense à l'anachorèse des paysans égyptiens écrasés d'impôts, à la fuite au désert des pseudo-messies juifs du I^{er} siècle, à l'abandon parfois de territoires entiers pour se resserrer à l'échelle de villes ou de quartiers, la déterritorialisation a pu s'expliquer par des logiques pragmatiques et basement matérielles, mais elle a pu se nourrir aussi de motivations, voire de justifications ou de critiques plus ou moins élaborées (éventuellement *a posteriori*), mettant en évidence, prétextant ou instrumentalisant un refus de l'obéissance ou du mélange social, politique ou culturel. Comprise ainsi, la déterritorialisation peut n'être pas qu'une simple fuite, mais la sublimation d'une perte. Elle a pu être pensée, appliquée et vécue comme un mode de résistance, voire de survie collective, physique ou identitaire. Elle a pu être volontaire tout autant que contrainte ou incitée, attendue par l'autre parti ou le prendre au dépourvu, permettre d'échapper au pire ou entraîner de lourdes difficultés en exil.

Le propos de la présente journée d'études serait d'explorer ce mode d'action sociale et politique, ainsi que ses justifications dans les sources parvenues jusqu'à nous. Il se structurerait autour de trois axes principaux, au sein desquels l'échec ou le succès devra être questionné :

1. **L'abandon territorial**, qui est souvent (quoique pas seulement) une forme de résistance aux structures de contrôle et d'exploitation du territoire. On entend par là toute décision de faire obstacle au bon gouvernement et à la bonne gestion du territoire par une entité politique (au sens large) dominante. La grève agricole ou le simple usage de la menace de grève, attestée en Égypte hellénistique, la contrebande ou encore l'évasion fiscale quand elles mettent en avant un motif d'opposition politique, constituent parmi tant d'autres des modalités d'action qui méritent d'être analysées. Sans oublier que l'abandon territorial pour raisons politiques peut être l'une des causes de la naissance de groupes diasporiques et de recompositions identitaires à l'étranger.
2. **La déterritorialisation sublimée**, qui peut répondre à l'appropriation territoriale. La résistance peut parfois passer par des logiques de déterritorialisation symbolique, à l'époque où le pays est réapproprié, éventuellement de manière culturelle, religieuse ou intellectuelle, par une autre entité. Le choix des Juifs de l'époque talmudique de construire la mémoire d'un temple de Jérusalem couvrant

de son ombre toute la terre de Judée pourrait être ainsi une réponse à l'accaparement par les chrétiens des terres, des villes et de l'histoire juives. Devant ce qui apparaît comme une menace pour l'identité collective, les Sages auraient symboliquement renoncé à leur territoire afin de permettre la survie du judaïsme.

3. **Le réinvestissement symbolique de nouveaux territoires réels ou imaginaires.** Celui-ci peut survenir après la perte de territoires d'importance quasi-identitaire. On pense ici aux projets des croisades tardives formulés après la perte des derniers États Latins d'Orient en 1291. On pense également à l'invention de nouvelles capitales politiques par des pouvoirs défaits, telle Bourges pour le Dauphin Charles auquel la Couronne de France est contestée. On pense également pour les juifs médiévaux au phénomène de regroupement dans des quartiers confessionnels ou de promotion de nouvelles terres promises pour recréer (ou non) la Sion perdue.

Afin d'explorer ce mode d'action individuelle et/ou collective, toutes les propositions de communication explorant les temps antiques et médiévaux sont les bienvenues, qu'il s'agisse d'études de détail ou de synthèses de plus petite échelle. Une approche interdisciplinaire ouvrant la perspective dans le champ de la littérature et des sciences sociales serait appréciée.

Calendrier

L'appel à propositions est ouvert jusqu'au **vendredi 3 juillet**. La réponse sera donnée dans les quinze jours. La journée d'études aura lieu à **Boulogne-sur-Mer**, au site universitaire du Musée (Université du Littoral – Côte d'Opale) le **mardi 17 novembre 2020**. Les travaux sont susceptibles de donner lieu à publication sous la forme d'un dossier thématique dans une revue spécialisée.

Les organisateurs

Claire SOUSSEN, Professeure en histoire médiévale, ULCO, UR 4030 H.L.L.I.

Michaël GIRARDIN, Maître de Conférences en histoire ancienne, ULCO, UR 4030 H.L.L.I.

claire.soussen@univ-littoral.fr ; michael.girardin@univ-littoral.fr



PSL-UMR
8584

